Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

des Travailleurs Salariés

Sécurité Sociale

Circulaire CNAMTS

Date :

08/12/81

Origine :

DGR

ENSM

MM les Directeurs

des Caisses Primaires d'Assurance Maladie

des Caisses Générales de Sécurité Sociale

MM les Médecins-Conseils Régionaux

Réf. :

DGR n° 1223/81 - ENSM n° 559/81

Plan de classement :

225

Objet :

Conséquences du décret n° 81-539 du 12 mai 1981 relatif à l'exercice de la profession d'infirmier.

Certains pansements peuvent être effectués par les infirmiers de leur propre initiative ; les autres pansements ne peuvent être effectués que sur prescription médicale. Conditions de prise en charge par l'assurance maladie.

Pièces jointes :

Liens :

Com.circ DGR 1199/81

Com.circ ENSM 529/81

Date d'effet :

Date de Réponse :

Dossier suivi par :

Téléphone :

@

08/12/81 MM les Directeurs
des Caisses Primaires d'Assurance Maladie
(pour attribution)

Origine : MM les Directeurs
DGR des Caisses Générales de Sécurité Sociale
ENSM (pour attribution)

MM les Directeurs
des Caisses Régionales d'Assurance Maladie
(pour information)

MM les Médecins-Conseils Régionaux
(pour attribution)

N/Réf. : DGR N° 1223/81 - ENSM N° 559/81

Objet : Conséquences du Décret n° 81-539 du 12 mai 1981 relatif à l'exercice de la profession d'infirmier.

Par lettre du 17 novembre 1981 (Réf. Bureau P3 N455 YB/FD) dont un exemplaire est annexé à la présente circulaire, le Ministère de la Solidarité Nationale m'a confirmé que le décret n° 81-539 du 12 mai 1981 relatif à l'exercice de la profession d'infirmier n'apportait aucune modification à la réglementation de l'assurance maladie et notamment au principe selon lequel les actes d'infirmiers ne peuvent être pris en charge que s'ils ont fait l'objet d'une prescription médicale préalable.

Des précisions ont toutefois été apportées par le Ministère de la Santé en ce qui concerne les pansements effectués par les infirmiers, de leur propre initiative, conformément à l'article 3 du décret précité.

Dans le cadre de leur rôle propre, les infirmiers peuvent effectuer les pansements à seule visée protectrice et aseptique qui ne nécessitent ni l'adjonction d'un produit médicamenteux autre que les antiseptiques courants, ni l'utilisation d'un matériel particulier (matériel de drainage ou d'aspiration par exemple).

Tous les autres pansements ne peuvent être effectués que sur prescription médicale et leur remboursement n'est possible que dans la mesure où ils sont inscrits à la Nomenclature Générale des Actes Professionnels.

Néanmoins, les pansements posés à l'initiative de l'infirmier, selon les modalités mentionnées plus haut, pourront être remboursés à la double condition qu'ils aient fait l'objet d'une prescription médicale et qu'ils soient inscrits à la Nomenclature Générale des Actes Professionnels.

Le Médecin-Conseil National,

P/Le Directeur
Le Directeur-Adjoint
chargé de la Direction de la Gestion
du Risque

J. MARTY

J. GOURAULT

PJ : 1

MINISTERE
DE LA SOLIDARITE NATIONALE

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE

Sous-Direction de l'Assurance Maladie

BUREAU P3 - N 455 - YB/FD

REPUBLIQUE FRANCAISE

PARIS, le 17 novembre 1981
1, Place de Fontenoy - 75700 PARIS
Tél. : 567.55.44

Le Ministre de la Solidarité Nationale

à

M. le Directeur de la
Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
des Travailleurs Salariés

Objet : Application des dispositions du décret n° 81-539 du 12 mai 1981 relatif à l'exercice de la profession d'infirmier.

Le décret n° 81-539 du 12 mai 1981 relatif à l'exercice de la profession d'infirmier, publié au Journal Officiel du 15 mai 1981, a fixé la liste des actes relevant de la capacité professionnelle des intéressés.

Ce texte, qui permet aux infirmiers d'effectuer de leur propre initiative un certain nombre d'actes énumérés à l'article 3 du décret, même si ceux-ci n'ont pas été prescrits par un praticien, n'a toutefois pas d'incidence directe sur la réglementation de l'assurance maladie.

En particulier, restent valables les dispositions de l'article 5 des Dispositions Générales de la Nomenclature Générale des Actes Professionnels prévoyant notamment que les actes effectués par un auxiliaire médical ne peuvent être pris en charge ou remboursés par l'assurance maladie qu'à la condition d'avoir fait l'objet d'une prescription médicale écrite qualitative et quantitative.

Bien entendu, ces actes doivent être inscrits à la Nomenclature Générale des Actes Professionnels.

En ce qui concerne les pansements qui, aux termes du décret susvisé, peuvent, suivant le cas, être effectués par les infirmiers dans le cadre de leur rôle propre (article 3), ou ne l'être que sur prescription médicale (article 4), il m'a paru souhaitable de demander des précisions aux services compétents du Ministère de la Santé, afin de déterminer les limites de l'intervention de l'assurance maladie à ce titre.

Selon les éléments d'information qui m'ont été communiqués, les infirmiers peuvent effectuer, dans le cadre de leur rôle propre, les pansements à seule visée protectrice et aseptique qui ne nécessitent ni l'adjonction d'un produit médicamenteux autre que les antiseptiques courants, ni l'utilisation d'un matériel particulier (matériel de drainage ou d'aspiration par exemple).

Tous autres pansements ne peuvent être effectués que sur prescription médicale.

**Pour le Ministre et par délégation,
Le Directeur de la Sécurité Sociale,
Le Chef de Service
de la Sécurité Sociale**

G. DORION